

Burundi : le désir de changement qui s'exprime transcende les clivages du passé

L'Histoire, 02/06/2015 Tournant historique au Burundi Par Jean-Pierre Chrétien Depuis fin avril, les manifestations se multiplient à Bujumbura contre l'entêtement du président actuel, Pierre Nkurunziza, à se faire  lire pour un troisième mandat. Spécialiste de l'histoire de la région, Jean-Pierre Chrétien donne les clés d'analyse de la situation. Depuis fin avril, les manifestations se multiplient à Bujumbura contre l'entêtement du président actuel, Pierre Nkurunziza, à se faire  lire pour un troisième mandat. Cette large hostilité populaire à la violation de la Constitution est nourrie par un mécontentement quasi général contre la gestion du pays durant son deuxième mandat, depuis 2010.à

Le Burundi avait connu dix ans de guerre civile, de 1993 à 2003, depuis l'assassinat du président élu, Melchior Ndadaye, un Hutu, par des militaires tutsi. Le clivage dit à ethnique   était au cœur du conflit et les massacres s'étaient enchaînés, touchant les uns et les autres. Mais le pays avait échappé en 1994 à la logique du génocide que les extrémistes rwandais voulaient y exporter.à Le conflit s'était achevé sur la base d'un compromis conclus à Arusha en 2000, complété en 2003 par la signature à Pr torie d'un protocole  avec le mouvement armé des CNDD-FDD   Pierre Nkurunziza était le leader. Les instances publiques, civiles et militaires, devaient refléter la composition plurielle d'une société déchirée durant des années. Ce texte est donc fondamental dans le retour du pays à la paix et à la démocratie.à C'est dans ce cadre que l'actuel président et son parti, le CNDD-FDD, ont gagné les élections en 2010. Le premier mandat présidentiel avait été marqué par une véritable euphorie. Mais depuis cinq ans les déceptions se sont accumulées : mauvaise gestion économique, corruption, profonde misère urbaine et rurale, contrastant avec l'enrichissement d'une minorité, atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. La tragédie de 1994 est dans tous les esprits. Pourtant, malgré la proximité géographique et culturelle, le Burundi n'est pas un jumelé du Rwanda. Leurs histoires sont différentes [2].   l'indépendance, en 1962, la question dite à ethnique à ne s'est pas. Mais les violences qui avaient frappé le Rwanda de 1959 à 1964 et l'impact des vagues de réfugiés ont entraîné partir de 1965 une contagion nourrie de peurs et d'ambitions et une montée en force d'extrémismes antagonistes. Des massacres ont été perpétrés au Burundi, tant à au nom du   peuple hutu majoritaire à (en 1965, selon le modèle rwandais), tant à au nom de la   sécurité tutsi à (en 1972 lors d'une entreprise d'extermination des élites hutu). Les rappels aident à situer la gravité des enjeux actuels. Le remise en cause des accords d'Arusha signifie un retour à une logique de guerre civile, marquée notamment par les exactions d'une milice financée par le pouvoir, les Imbonerakure (  Ceux qui voient loin à), recrutée chez de jeunes d soeuvr s. Des violences se multiplient dans les provinces et, de nouveau, plus de 100 000 Burundais sont réfugiés à l'étranger depuis mai. Or, le désir de changement qui s'exprime, notamment dans la jeunesse, contre cette évolution dictatoriale, transcende les clivages du passé. Hutu et Tutsi manifestent ensemble et défendent la démocratie comme, il y a peu, au Burkina Faso. La crise est sociale, politique et morale. Les opposants réunis sont porteurs d'un retour à une conception nationale de la politique, comme à l'indépendance. Les associations de la société civile, très actives depuis plusieurs années, et les médias libres associent, dans leurs rangs et à leur tête, des Hutu et des Tutsi. La société burundaise a m r . De l'Uprona (  ma tutsi) au Frodebu et au FNL [3] (essentiellement hutus), tous les partis d'opposition sont ligu s dans ce combat.à Même le parti présidentiel est divisé sur la question du troisième mandat. Les  glises ont exprimé publiquement leur réprobation. Les quatre anciens présidents de la République, Bagaza et Buyoya (tutsi) et Ndayizeye et Ntibantunganya (hutu), ont fait de même, témoignant ainsi de la nécessité de savoir se retirer quand le pays est dans l'impasse. Le pouvoir n'a su y répondre que par des arrestations, par la neutralisation, aujourd'  totale, des radios indépendantes et par la répression violente des manifestations : une trentaine de civils ont d j été tués par la police à balles réelles. Le jour de dupes du 13 mai, où le voyage-éclair du président, invité au sommet des chefs d'état de l' EAC   Salaam, a donné lieu à une ébauche de coup d'état à Bujumbura, n'a rien changé.à Les partenaires étrangers, en particulier le groupe des  tats de l'Afrique de l'Est (EAC) et l'Afrique du sud, parrains des accords d'Arusha, leur souci de voir respectés ces derniers. Les  tats-Unis et l'Europe expriment leur inquiétude devant ce dérapage institutionnel. Chacun sait que cette situation est explosive pour toute la région des Grands lacs. Par Jean-Pierre Chrétien

NOTES 1. Conseil national de défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie. 2. J.-P. Chrétien et J.F. Dupaquier,   Burundi 1972. Au bord des génocides, Karthala, 2007 ; J.-P. Chrétien et M. Mukuri ( ds.),   Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes "ethniques" (1933-1996), Karthala, 2002. 3.   Uprona   : Union pour le progrès national, ancien parti au pouvoir dans les années 1960-1980.   Frodebu   : Front pour la démocratie au Burundi (le parti du président Ndadaye en 1993).   FNL   : Forces nationales de libération (issues de l'ancien Parti de libération du peuple hutu, dirigé aujourd'à par Agathon Rwasa).